

III. LES CRITERES DE DISTINCTION DES ENTREPRISES

Document 1 : Les entreprises en France selon le secteur d'activité

Nature de l'activité	Nombre d'entreprises	En %
Activités agricoles	506 900	14,8
Activités industrielles	627 889	18,3
Activités tertiaires	2 297 235	66,9
Total	3 432 024	100,0

Source : INSEE, 2008

Q°1- Rédigez une phrase présentant la donnée dans la cellule grisée.

En 2008, en France, le nombre d'entreprises dans le secteur tertiaire est 2 297 235 selon l'INSEE.

Q°2- Calculez la répartition en pourcentage des entreprises françaises en fonction de la nature de leur activité (remplir le tableau)

Q°3- Qu'appelle-t-on les activités tertiaires ? Donnez des exemples ?

On appelle des activités de production de services les activités tertiaires. exemple: orange, SFR, école privée, etc.

Document 2 : Les entreprises selon leur taille en 2011

	Nombre d'entreprises	En %	Effectif salarié (en milliers)	En %
Microentreprise	3 001 329	95,5	2 925	19,6
Petite ou moyenne entreprise (hors microentreprise)	137 534	4,4	4 153	27,1
Entreprise de taille intermédiaire	4 959	0,2	3 363	22,5
Grande entreprise	243	0,0	4 493	30,1
Total	3 144 065	100,0	14 934	100,0

Champ : France, entreprises (y compris autoentrepreneurs) dont l'activité principale est non agricole et hors administrations publiques.

Source : INSEE, 2014

Q°1- Rédigez une phrase présentant l'information apportée par les deux données des cellules grisées

En 2011, en France, il y a 3 144 065 entreprises et 14 934 milliers des salariés selon l'INSEE.

Q°2- Calculez la part en pourcentage des entreprises françaises en fonction de leur taille selon les deux critères. (Remplir le tableau)

Q°3, Présentez, à l'aide de vos calculs, l'importance des microentreprises pour l'économie française

Il y a essentiellement des microentreprises en France. Les entreprises en France consiste de 95,5% des microentreprises. Toutefois, ces entreprises n'emploient que 19,6% de l'ensemble des salariés.

Document 3 : Les entreprises diffèrent par leur statut juridique

Au niveau juridique, les **entreprises privées** sont essentiellement des entreprises individuelles ou des sociétés.

- Une **entreprise individuelle** a un propriétaire unique. Celui-ci est le seul décisionnaire, en cas de faillite, il est responsable des dettes de son entreprise: « sa **responsabilité est illimitée** ». Cette caractéristique explique la création d'un nouveau statut d'entrepreneur individuel : celui de l'auto-entrepreneur
- Une **société** appartient à plusieurs personnes. Les formes de société les plus courantes sont les SA (sociétés anonymes) et les SARL (sociétés à responsabilité limitée). « **Leur responsabilité est limitée à leurs apports** ». En cas de faillite, leurs biens personnels ne sont donc pas menacés.

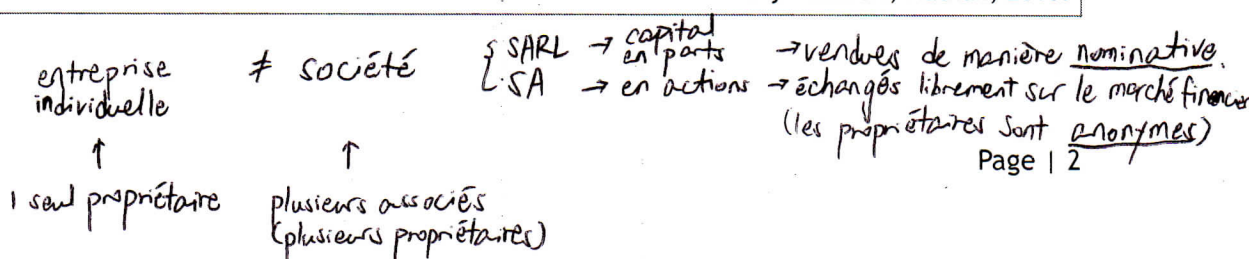
Les différences essentielles entre les sociétés sont liées :

- au nombre d'associés (2 à 7 pour les SARL et au moins 7 pour les SA) ;
- à la dénomination du capital possédé par l'apporteur de capitaux. Les associés d'une SARL possèdent des **parts** de l'entreprise. Le capital d'une SA, quant à lui, est divisé en actions. Les détenteurs de ce capital s'appellent donc des actionnaires ;
- à la détention du pouvoir dans l'entreprise. Il est détenu par le gérant (associé ou salarié) dans une SARL et le **P-DG** dans une SA classique. Ce dernier est élu par le conseil d'administration lui-même élu par les actionnaires.

Les entreprises publiques du secteur marchand sont des entreprises contrôlées par l'État qui peut détenir tout ou partie du capital social.

- Elles peuvent être des sociétés **anonymes**.
- L'État exerce une tutelle plus ou moins forte sur leur gestion.
- Une entreprise publique peut être créée entreprise d'État, **nationalisée** ou privatisée.

I. Drahy-Ranzieri, Nathan, 2010.



Q°1 : À l'aide du document précédent, complétez le tableau ci-dessous.

Statut juridique	Nombre de propriétaire(s)	Nature de la responsabilité	Le pouvoir appartient à...
Entreprise individuelle	1	illimité	le propriétaire
SARL	2 ~ 7	limité : montant initialement investi	gérant
SA	≥ 7	limité	P-DG
Entreprise publique	≥ 1	Limité ou illimité	l'Etat